

LETTRE au GOUVERNEMENT

"Le système d'apartheid cause d'énormes souffrances et un très grand tort aux relations humaines dans notre pays depuis de nombreuses années... Le but des pressions économiques est de changer notre société afin que les souffrances actuelles disparaissent en même temps que les obstacles à l'emploi qui découlent de l'apartheid... Personnellement nous croyons que les pressions économiques actuelles sont justifiées afin de mettre fin à l'apartheid. De plus, nous croyons que ces pressions devraient se poursuivre et, le cas échéant être intensifiées..."

(Déclaration des évêques catholiques sud-africains)

"Sans boycott notre souffrance est sans espérance. Le boycott nous permet d'espérer."

Desmond Tutu, archevêque anglican de Johannesburg et Prix Nobel de la Paix

Monsieur le Vice-président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères,

Suite à des considérations d'ordre éthique concernant la nécessité de sanctions vis-à-vis de l'Afrique du Sud (cf. Brennpunkt drëtt welt n. 92a et forum aktuell n. 115a)

suite au fait que l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL) est un des grands clients de l'Afrique du Sud (elle détenait et détient probablement encore le record des importations de produits sud-africains par tête d'habitant).

les soussignés tiennent à vous faire parvenir leurs vives préoccupations concernant ces relations commerciales avec l'Afrique du Sud.

Le régime d'Apartheid est une forme de gouvernement odieuse qui exploite et opprime la majorité de la population noire en Afrique du Sud. Ce fait, unanimement reconnu par la communauté internationale, a incité beaucoup de grandes entreprises internationales à suspendre toutes activités avec l'Afrique du Sud. De nombreux gouvernements (Etats-Unis, pays nordiques, pays membres du Commonwealth, Irlande etc.) ont pris des mesures allant bien au-delà des timides sanctions décidées par la Communauté Européenne en 1986. Ces gouvernements, en accord avec les populations, ont bien compris que toute relation commerciale avec l'Afrique du Sud revenait à renforcer et à soutenir le régime de l'Apartheid.

C'est dans ce contexte que les relations commerciales de l'UEBL avec l'Afrique du Sud nous semblent des plus contestables. Car ces relations ne peuvent que contrecarrer l'initiative louable et éthiquement bien fondée des gouvernements des pays précités. Par son commerce avec l'Afrique du Sud, l'UEBL anéantit partiellement ces efforts et prend la lourde responsabilité de contribuer à la survie de ce régime inhumain de l'apartheid.

C'est pour cette raison que nous vous demandons de bien vouloir prendre en considération les mesures suivantes:

- interdiction de tout nouveau prêt à l'Afrique du Sud
- interdiction de toutes importations en provenance d'Afrique du Sud (en particulier produits minéraux, fruits, or...)
- exigence d'un certificat d'origine pour tout or vendu au Luxembourg
- interdiction de toute activité à et de toute relation avec Luxavia
- boycott de Shell et de Total par les administrations de l'Etat
- intensifier le soutien à l'opposition noire sud-africaine (p. ex. par le biais des églises, des syndicats)
- mise à disposition de crédits pour soutenir, le cas échéant, une solution politique négociée qui satisfasse la population noire (infrastructure scolaire, dispensaires, logements...)
- relance de la discussion avec nos partenaires de la CE et élargissement de l'éventail des timides mesures de sanctions décidées en 1986.

En espérant que vous puissiez donner suite à notre requête, nous vous prions de bien vouloir accepter, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération